



**Perspectives économiques 2018 :
En route vers la croissance qualitative?**

Carlo Thelen, Directeur Général
Marc Wagener, Directeur Affaires Economiques

Conférence de presse de fin d'année
7 décembre 2017



I/ Perspectives internationales : 10 ans après la crise, quelles perspectives pour la Chine, les Etats-Unis, la zone euro et les pays voisins ?

II/ La santé économique, sociale et environnementale du Luxembourg : l'appréciation de la CC de la santé du Luxembourg telle qu'elle ressort du nouveau système d'indicateurs national

III/ Le modèle de croissance de demain, la Chambre de Commerce y travaille dès aujourd'hui ! Les leviers pour une croissance qualitative et les actions supportées par la Chambre de Commerce



**Quelles perspectives internationales
10 ans après la crise?**

Chine : Les voyants sont au vert mais n'empêchent pas les doutes...

	2016	2017	2018
Croissance du PIB	6,7	6,8	6,5

Source : Fonds monétaire international, Octobre 2017

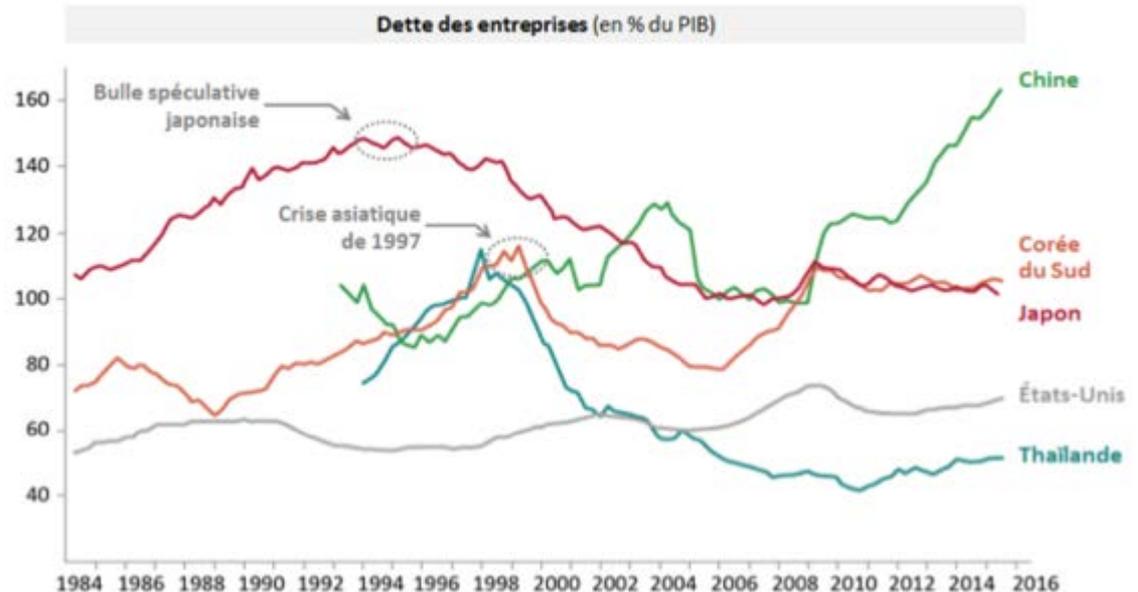


**La Chine, 1^{ère} puissance mondiale ?
Oui et Non pour le FMI**

Une croissance plus forte que prévue mais des défis structurels qui menacent...

La 9^{ème} destination des exportations de biens et services du Grand-Duché

1,97 milliards d'euros



Source : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/la-dette-de-17-000-milliards-d-euros-des-entreprises-chinoises-va-t-elle-provoquer-le-prochain-krach-mondial-1138667>

Etats-Unis : Entre repli protectionniste et réforme fiscale pour l'embauche et la compétitivité

- Réduction du taux de l'impôt fédéral sur les sociétés de 35% à 20% à compter de 2018
- Réduction du nombre de tranches d'imposition pour les ménages de 7 à 4 pour la Chambre des Représentants: 12%, 25%, 35% tout en maintenant le taux marginal actuel de 39,6% d'imposition, contre rester à 7 pour le Sénat, tout en diminuant le taux maximal à 38,5%
- Suppression probable, à partir de 2024, de l'impôt sur les successions



- ⇒ Hausse de la compétitivité pour les entreprises
- ⇒ Hausse du pouvoir d'achat des ménages
- ⇒ Incitation à investir dans les USA
- ⇒ Diminution des recettes de l'Etat
- ⇒ Creusement du déficit et futur alourdissement de la dette

La 7^{ème} destination des exportations de biens et services du Grand-Duché

5,3 milliards d'euros

	2016	2017	2018
Croissance du PIB	1,5	2,2	2,3

Source : Fonds monétaire international, Octobre 2017

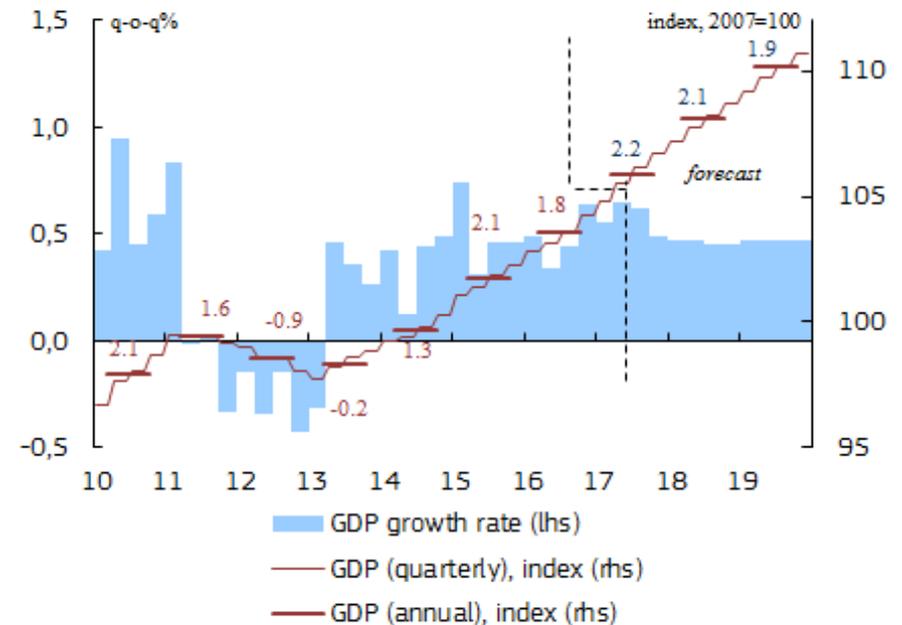
Zone euro : Ode à la joie sur le Vieux Continent ?



54 % des exportations de
biens et services du
Grand-Duché

55,1 milliards d'euros

Graph 1.2: Real GDP, euro area



Figures next to horizontal bars are annual growth rates.

	2016	2017	2018
Croissance du PIB	1,8	2,2	2,1

Source : European Commission Economic Forecast. Autumn 2017

Allemagne : L'unité nécessaire pour appuyer les réformes de la zone Euro

	2016	2017	2018
Croissance du PIB	1,9	2,2	2,1

Source : European Commission Economic Forecast.
Autumn 2017



La 1ère destination des exportations de biens et services du Grand-Duché

18,4 milliards d'euros

L'Allemagne, de moteur économique à frein politique de l'Union Européenne ?

Le moteur économique

2,2 % de croissance

Taux de chômage de 3,7 %

1 207 milliards d'euros d'exportations

Finance 19,7 % du budget européen

L'impasse politique

Pas de gouvernement depuis le 24 septembre

Possibles réélections en 2018

Volonté de partenaires de relancer le projet européen

Belgique : Des réformes en faveur des entreprises pour affronter les défis d'aujourd'hui et ceux de demain

Dette
publique

103,8 % du
PIB

Compétitivité

- 10 % part de
marché entre
2000 et 2009

Vieillessement de
la population

+ 1/3 de 55 ans
et plus d'ici à 2061

⇒ Une nouvelle réforme du système de détermination des salaires

⇒ Un transfert de la charge fiscale, des impôts et taxes directs vers la fiscalité indirecte, via le « tax shift »

La 5^{ème} destination des
exportations de biens et
services du Grand-Duché

6,7 milliards d'euros

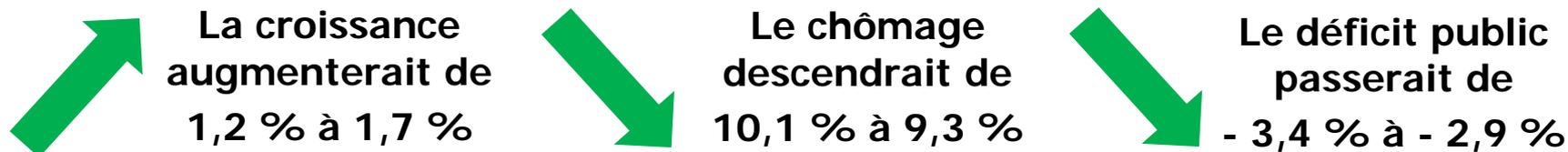
	2016	2017	2018
Croissance du PIB	1,5	1,7	1,8



Source : European
Commission Economic
Forecast. Autumn 2017

France : L'embellie pointe le bout de son nez

De 2016 à 2018



Les réformes du gouvernement précédent et de l'actuel ne porteront véritablement leurs fruits qu'à partir de 2019

La 3^{ème} destination des exportations de biens et services du Grand-Duché

10,9 milliards d'euros

	2016	2017	2018
Croissance du PIB	1,2	1,6	1,7

Source : European Commission Economic Forecast. Autumn 2017

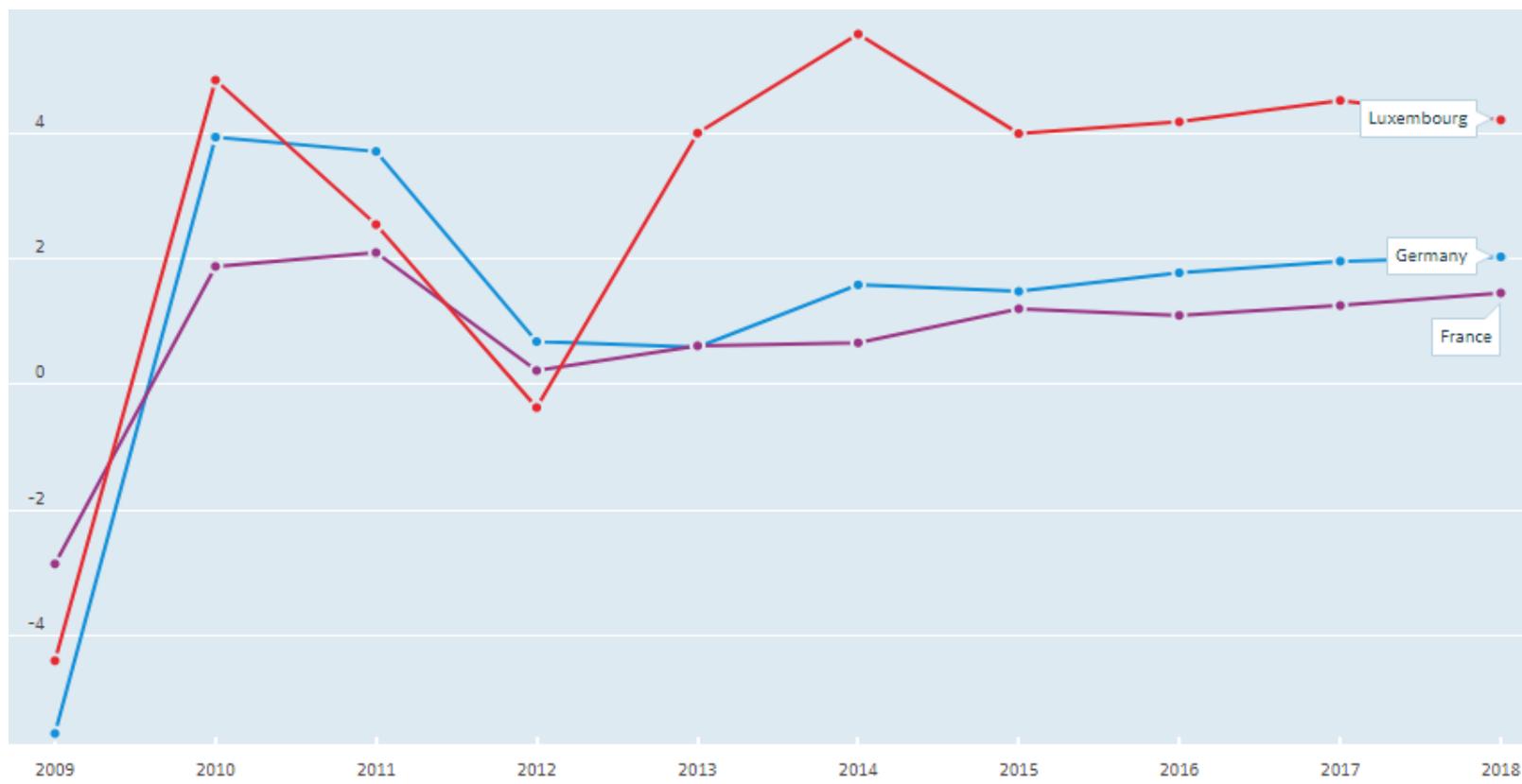
Un état des lieux avant d'entamer 2018

Principaux agrégats de l'économie luxembourgeoises			
	2015	2016	2017
PIB	+ 2,9 %	+ 3,1 %	+ 3,4 %
Emplois	+ 2,6 %	+ 3,0 %	+ 3,3 %
Inflation	+ 0,5 %	+ 0,3 %	+ 1,7 %
Exportations de biens et services	+ 8,8 %	- 1,5 %	+ 5,0 %
Importations de biens et services	+ 7,2 %	- 1,4 %	+ 5,5 %
Solde extérieur biens et services En % du PIB	+ 35,4 %	+ 34,0 %	+ 33,8 %
Productivité PIB par heure travaillée (source OCDE)	- 0,6 %	+ 0,1 %	-

Source : STATEC, Note de conjuncture N° 2-2017

Un état des lieux avant d'entamer 2018 : une croissance totale supérieure à celle des voisins...

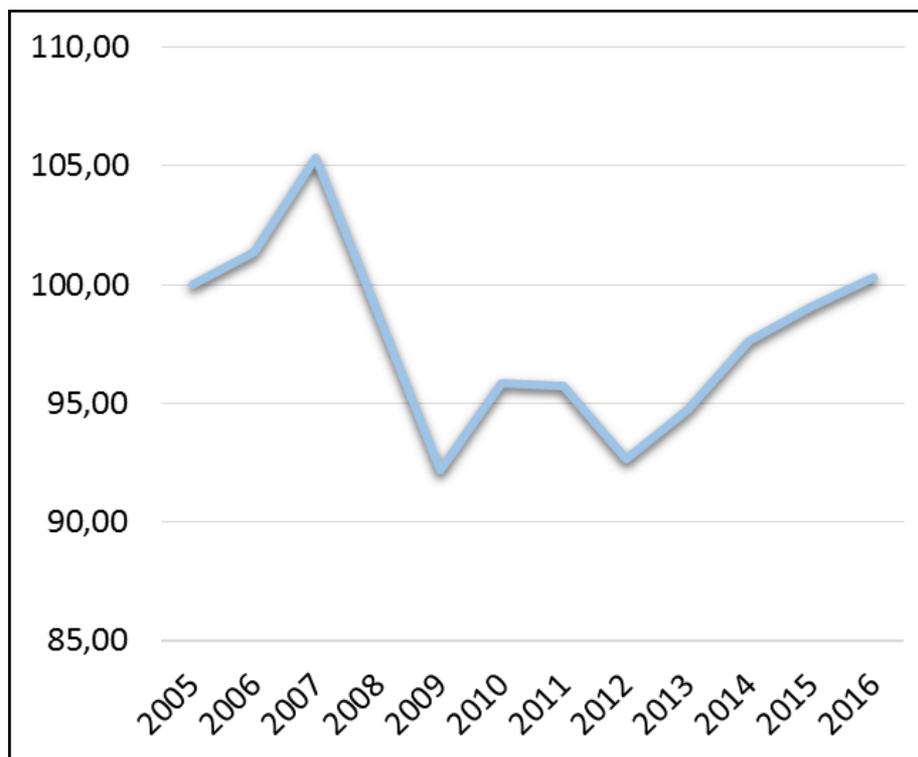
Croissance du PIB



Source : OECD Economic Outlook: Statistics and Projections

... mais pas d'augmentation des richesses produites par salarié

Évolution du PIB (prix constant) par salarié (base 100 en 2005)



Source : STATEC

Au-delà des tendances macroéconomiques, que pensent les entrepreneurs luxembourgeois ?



L'enquête Eurochambres au Luxembourg en quelques chiffres



- 25^e édition
- Panel de plus de 1.000 entreprises issues des secteurs industriels et manufacturiers ainsi que des services
- 595 répondants, soit un taux de réponse de 60%
 - ✓ dont 187 du secteur industriel et manufacturier (31%)
 - ✓ dont 408 du secteur des services (69%)
- Questions traitant des défis pour les entreprises, du climat des affaires, du chiffre d'affaire, de l'emploi et des investissements, en 2017 et en 2018

Des inquiétudes pour les entrepreneurs luxembourgeois qui ont rejoint les inquiétudes européennes !

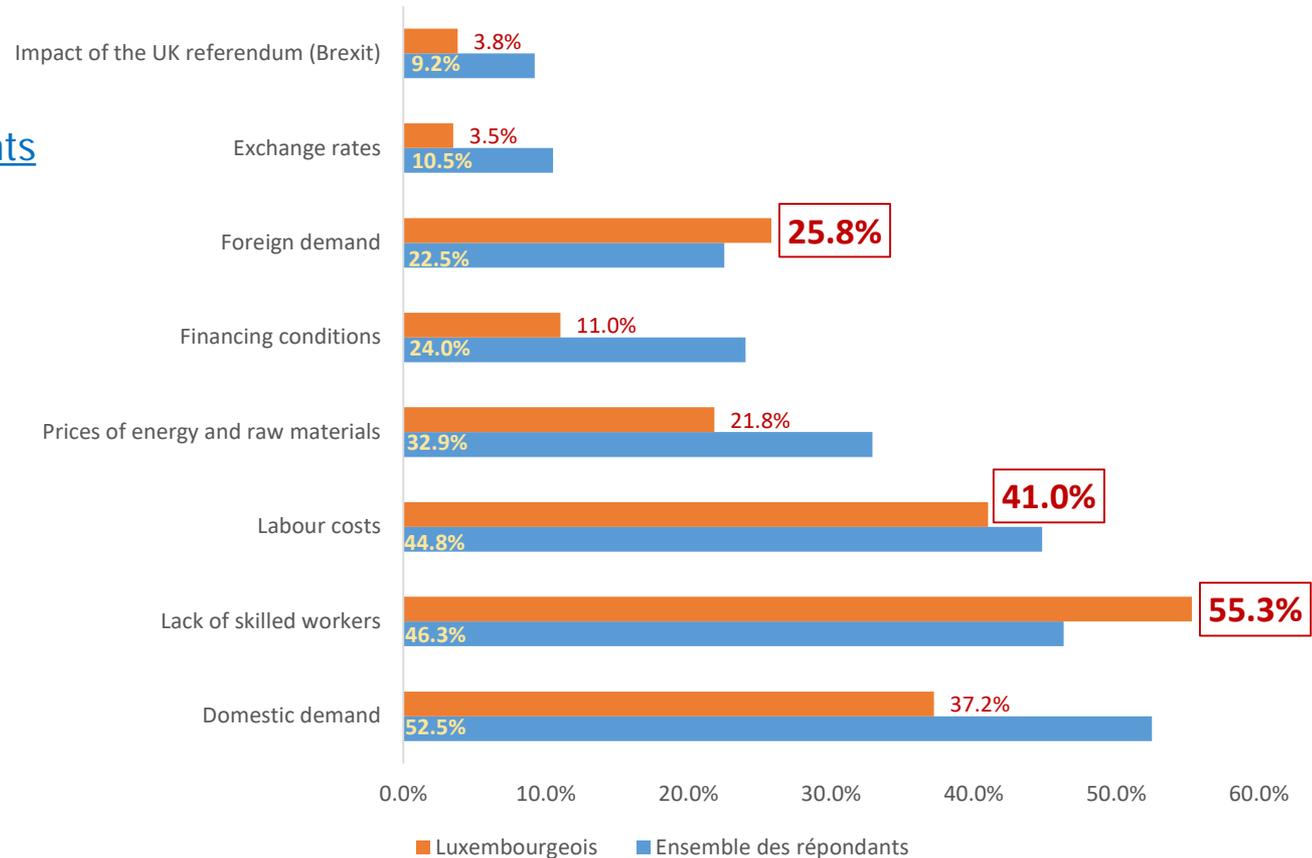
3 principaux défis :

Pour l'ensemble des répondants en Europe :

- 1) Demande intérieure
- 2) Manque de main-d'œuvre qualifiée
- 3) Coût du travail

Pour les entrepreneurs luxembourgeois :

- 1) Manque de main-d'œuvre qualifiée
- 2) Coût du travail
- 3) Demande intérieure



Source : EES 2018

Pour 2018, la tendance est plutôt au vert !

Secteurs	Climat des affaires	Chiffre d'affaires		Emploi	Investissements
		national	à l'exportation		
A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport »	21,9 (69,7%)	27,1 (72,9%)	31,9 (58,1%)	27,1 (72,9%)	21,1 (57,1%)
B : « Autres industries manufacturières »	5,2 (72,6%)	32,9 (37,9%)	45,4 (30,2%)	9,6 (59,2%)	29,6 (61,8%)
C : « Construction »	7,8 (72,3%)	33,1 (60,5%)	3,9 (61,3%)	21,3 (69,7%)	18,5 (66,3%)
D : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »	-3,0 (60,8%)	37,7 (37,4%)	28,5 (43,4%)	22,8 (66,4%)	19,9 (55,5%)
E : « Transport, entreposage et communication »	16,6 (65%)	40,4 (46,6%)	42,1 (50,3%)	14,9 (64,7%)	16,1 (61,5%)
F : « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services »	26,1 (60,3%)	44,1 (40%)	41,4 (39,8%)	43,1 (48,9%)	32,5 (57,9%)
G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) »	48 (52%)	16,4 (43,5%)	42,1 (57,9%)	23,3 (76,7%)	55,2 (44,8%)
Industrie manufacturière (A+B+C+G)	10,7 (71,3%)	31,7 (58,5%)	23,1 (54,3%)	20,5 (68,9%)	21,6 (63,7%)
Services (D+E+F)	12,5 (61,3%)	40,8 (40%)	36,7 (43,5%)	30 (58,8%)	24,5 (57,5%)
ECONOMIE TOTALE	12 (64,2%)	38,3 (45,3%)	32,4 (46,9%)	27,3 (61,7%)	23,7 (59,2%)

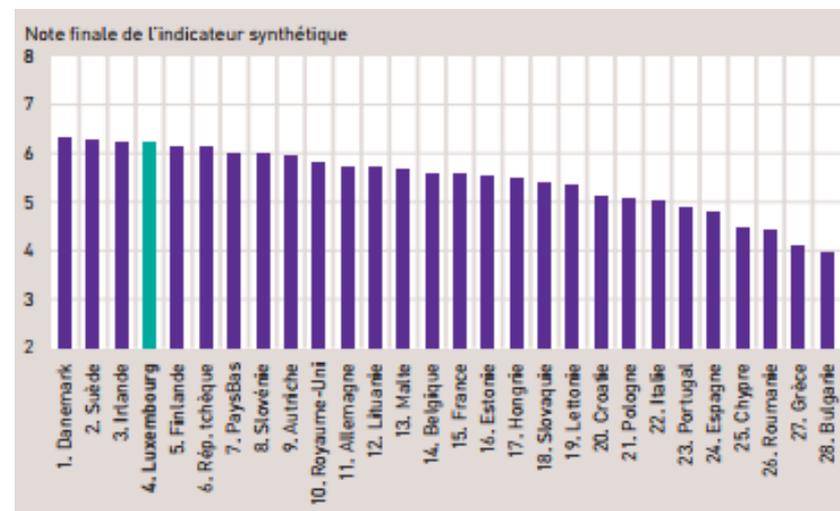
Source : EES 2018



La santé économique, sociale et environnementale du Luxembourg

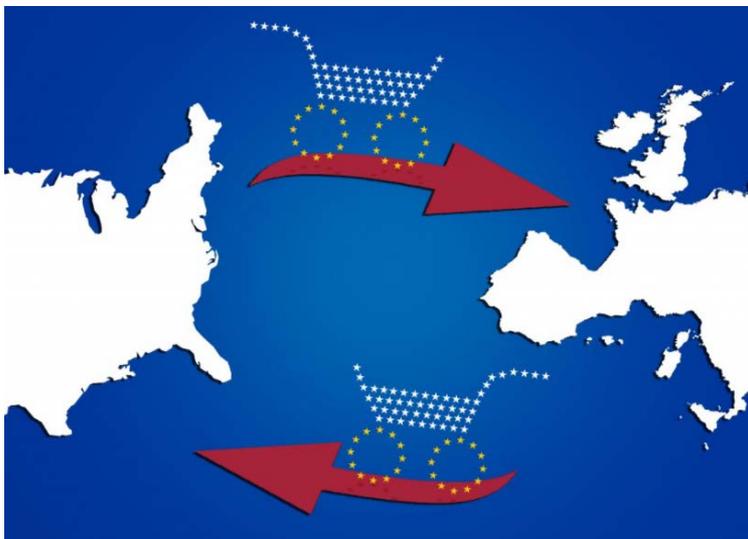
Le nouveau Système d'Indicateurs National

- Nouveau système d'indicateurs national mis au point par le CES et repris par l'Observatoire de la Compétitivité (ODC)
- 67 indicateurs, dont 41 nouveaux; répartis en 3 catégories «Economie», «Social» et «Environnement»
- Toutes catégories confondues le Luxembourg se positionne à la 4^{ème} place parmi les 28 Etats membres de l'UE



Source : Le système d'indicateurs national

Economie : une 7^{ème} place tout sauf satisfaisante



- La performance des indicateurs MIP confirme la traditionnelle bonne performance macroéconomique du Luxembourg
- Une marge de progression pour la productivité (10^{ème} place)
- Compétitivité coût flattée par l'inflation basse
- Taux d'imposition affiché des sociétés (23^{ème} place), procédures de création d'entreprise (24^{ème} place), difficulté à accéder aux ressources financières (23^{ème} place)
- Lanterne rouge à l'échelle européenne concernant la rentabilité des sociétés non financières ($\frac{EBE}{CA}$)
- 1,3% du PIB investi dans la R&D soit la 16^{ème} place

Social : une 1^{ère} place à saluer mais en désaccord avec la compétitivité

- Appréhender le bien-être et la cohésion sociale du pays
- Le Luxembourg devance tous les autres pays européens concernant les indicateurs de revenu et de patrimoine
- L'emploi est en plein essor (2^{ème} sur 28)
- Les prix élevés du logement se font sentir par l'indicateur «dette des ménages» (18^{ème} place)
- Bonne performance en matière de niveau de scolarité supérieure des 30-34 ans mais mauvais classement pour son propre système éducatif (taux de redoublement 25^{ème} place)
- Excellente 2^{ème} place pour les indicateurs de pauvreté absolue



Environnement : une 9^{ème} place encore loin de la vision TIR



- Talon d'Achille des trois aspects
- Bonne marge de progression pour les années à venir si le pays souhaite réaliser ses ambitions TIR
- La part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation d'énergie reste significative
- Consommation intérieure de matières (23^{ème} place), production de déchets par tête (24^{ème} place), part des énergies renouvelables (27^{ème} place)
- ... mais aussi: productivité de l'énergie (3^e place), productivité des ressources (2^e place)

➔ Le Luxembourg investit dans l'économie verte mais du chemin reste à parcourir

Le modèle de croissance de demain, la Chambre de Commerce y travaille dès aujourd'hui !



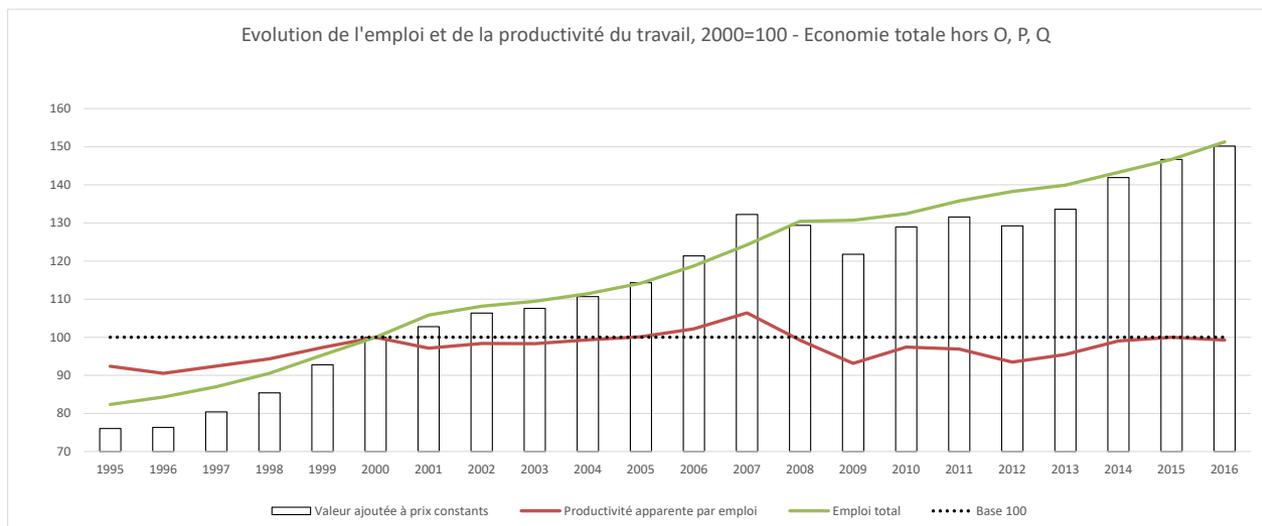
Plaidoyer pour la productivité – le nerf de la guerre

La hausse de la productivité dégage un surplus de richesse qui se partage entre hausse des salaires, hausse des profits et baisse des prix.

- L'impact pour les entreprises :
 - Une compétitivité renforcée
 - Une plus forte capacité d'investissement
 - Des salaires attrayants pour conserver une main d'œuvre de qualité
- L'impact pour la société :
 - Augmentation globale du niveau de vie et maintien d'un modèle favorable à la cohésion sociale
 - Augmentation des recettes, à population active égale, pour améliorer les infrastructures de transport, de logement, d'enseignement,...
 - A richesse égale créée, une moindre pression environnementale

Le Luxembourg en quête du Graal : la croissance qualitative

- Une croissance extensive forte mais une panne de productivité
 - Une productivité du travail « endormie » depuis 20 ans
 - La Productivité Globale des Facteurs (PGF) :
 - a augmenté durant les années 90 par l'apport des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
 - était en 2015 loin des niveaux d'avant-crise



Source: STATEC, Comptabilité nationale.

La Chambre de Commerce construit le modèle de croissance de demain

- Elle défend le **libre-échange** et veut pérenniser l'économie ouverte performante du Luxembourg
- Elle accompagne la **digitalisation** des entreprises et impulse la **transformation 4.0** des emplois
- Elle fait décoller la **start-up nation** Luxembourg et motive la jeunesse à **l'entreprenariat**
- Elle répond aux besoins de **main d'œuvre qualifiée** des entreprises luxembourgeoises
- Elle veut assurer l'avenir du **modèle social** luxembourgeois

« Garder le cap face au risque de repli » ou croître à l'international en réduisant l'utilisation de ressources au Luxembourg

- Le libre-échange remis en cause
 - Un retour du protectionnisme dans le monde
 - Un possible recul du projet européen
 - Un marché unique encore sous-exploité (selon le Parlement Européen : 1 600 milliards d'euros de gain potentiel)
- Le libre-échange essentiel à l'économie luxembourgeoise
 - Le commerce extérieur, c'est 83,3% de la croissance de 2016
 - Le Grand-Duché, 2e pays le plus inclusif au monde (The Inclusive Growth and Development Report 2017)



Quo vadis, libre-échange?
Garder le cap face au risque de repli

Pour garder le cap, la Chambre de Commerce propose d'agir :



- Assurer la viabilité de la **politique commerciale européenne**
- Promouvoir l'**internationalisation** des entreprises luxembourgeoises
- Favoriser davantage la **diversification** géographique et industrielle
- « Faire ses **devoirs** à domicile »

Une révolution digitale prête à métamorphoser les entreprises luxembourgeoises

- La Transformation Digitale est une confluence de facteurs :
 - Numérisation: dématérialisation des « objets » et leur transformation en données
 - Connectivité: connexion et communication entre les « objets » et les êtres humains (« cyber-physical world »)
 - Automation: gestion automatisée des « objets » et systèmes interconnectés
- Elle est un phénomène mondial qui révolutionne le modèle d'affaires des entreprises et les facteurs de compétitivité
- Elle sera le catalyseur clé pour réussir la transition vers une croissance plus qualitative



Le Luxembourg, petite économie ouverte, doit devenir un «early adopter»

Une révolution digitale prête à métamorphoser le travail

- **Le Luxembourg, 5^{ème} pays européen en matière de digital** (DESI - Digital Economy Societal Index)
 - Axes forts : Infrastructures ; Connectivité, Non polarisation vers un travail de faible qualité.
 - Axes de progrès : Intégration des TIC dans les PME ; Numérisation des services publics ; Difficulté à trouver des informaticiens.
- **Les nouvelles technologies vont modifier le marché du travail**
 - Des exemples : le Big Data, l'automatisation, l'impression 3D, la robotisation, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle,...
 - De profonds changements : la façon de travailler, l'organisation du travail (mode projet), l'individualisation du travail, la flexibilisation dans l'espace et dans le temps, ,...
 - Emergence de l'économie des plateformes

Arbeiten 4.0 - Chancen und Herausforderungen für Luxemburg

Une étude conjointe entre la Chambre de Commerce, la Chambre des Salariés et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Une analyse de ce qu'est et ce que sera le travail 4.0 :
 - L'emploi ne disparaît pas mais les tâches se transforment
 - Les qualifications sont essentielles
 - L'économie de la donnée doit être une opportunité et non un danger
- Des propositions de la CC pour se positionner :
 - Faciliter l'acquisition à l'école et dans la formation continue des compétences digitales (création d'un «one shop stop» digital ?)
 - Soutenir les PME dans la transition digitale
 - Tirer profit de la flexibilisation du travail et l'adapter à chaque secteur et/ou entreprise
 - Suivre les tendances européennes en matière de fiscalité
 - Tendre vers le Single Digital Market

La Chambre de Commerce : partenaire de prédilection pour réussir la transition numérique

Sensibilisation des entreprises aux enjeux et opportunités

“Go Digital” à LuxExpo

La House of Entrepreneurship et Luxinnovation « to go digital »

Un catalogue 2018 de la House of Training tourné vers le digital



Faire décoller la start-up nation Luxembourg

- La culture entrepreneuriale :
 - Au fondement de la croissance inclusive, intelligente et durable
 - Moins développée au Luxembourg que dans d'autres pays de l'UE
 - 13^{ème} sur 27 en pourcentage des intentions entrepreneuriales, 23^{ème} sur 27 pour la disponibilité des ressources financières aux entrepreneurs
- La start-up:
 - « Une jeune entreprise innovante à éventuel très fort potentiel de croissance »
 - Nécessite souvent d'importantes levées de fonds
- Le Luxembourg déjà une start-up nation ?
 - Un encadrement institutionnel efficace
 - Une nation qui attire des start-up
 - ... mais qu'en est-il de l'esprit d'entreprendre ?



Des initiatives pour booster les entrepreneurs



HoE : **A one-stop shop**

To Create

To network

To finance

To go digital

To facilitate

To grow



HOUSE OF START-UPS



« The place to innovate »

Un incubateur
d'incubateurs

Un espace en plein cœur
de la capitale

Ouverture début 2018

La compétence des travailleurs, facteur majeur de la productivité

- OCDE : *« Il est essentiel, pour stimuler l'emploi et la croissance économique et favoriser l'inclusion sociale, de veiller à ce que l'offre de compétences soit adaptée et pleinement utilisée, tout en développant en permanence les qualifications de la main-d'œuvre »*
- Le manque de main-d'œuvre qualifiée est la principale inquiétude des entrepreneurs luxembourgeois
 - 55,3 % d'entre eux sont concernés selon l'enquête Eurochambres
- Selon l'IMD World Talent Ranking de novembre 2017 :
 - Skilled labor is readily available : 44ème sur 63
 - Management education meets the needs of the business community : 36ème sur 63
- Pays qui a le plus de difficultés à recruter des informaticiens
 - Difficile pour 61 % des entreprises

Mise à niveau, montée en compétence et préparation aux métiers,
organisations et management d'avenir

Une volonté, miser sur la qualité

- Avec la Formation Professionnelle Initiale
 - La campagne « Winwin » pour promouvoir l'apprentissage
 - 1.000 nouveaux contrats d'apprentissage à la rentrée 2016-2017, en forte augmentation
 - « TalentCheck », le bilan de compétences qui détecte les talents
 - « Hello Future » qui sensibilise à l'industrie et aux nouvelles technologies
- Avec la Formation Professionnelle Continue
 - La House of Training et ses 595 modules de formation et 168 personnes formées/jour
- Avec la Formation Universitaire
 - L'Institut Supérieur de l'Économie (ISEC) : Bachelor of Arts Business Administration, MBA et Master 2 Management de l'innovation et de la qualité

Face au vieillissement, un besoin impérieux d'anticiper les futures difficultés de la Sécurité sociale

Selon le CNFP, en l'absence de mesures nouvelles, la dette publique dépasserait :

- les 30% du PIB (norme gouvernementale) dès 2033,
- les 60% («*Maastricht*») dès 2043,
- et atteindrait plus de 160% du PIB en 2060.

La cause :

- les déficits de l'Administration centrale
- et surtout, la hausse des prestations sociales (pensions, santé, assurance dépendance,...) due au vieillissement, à l'arrivée des frontaliers à l'âge de la pension et à la générosité des prestations de retraite.

La Chambre de Commerce préconise dès aujourd'hui

- Des mesures structurelles sont requises :
 - Neutralisation totale ou partielle de la **liaison des pensions aux salaires réels**
 - Instauration d'une **liaison des pensions à la longévité**
 - Adaptation du **montant maximal de la pension**
 - Principe « **toute prestation doit être générée par une cotisation** »
 - **Suivi régulier et sur un horizon temporel plus long de l'évolution des dépenses de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance dépendance**
 - **Pas de hausse des cotisations** afin de maintenir la compétitivité



Merci pour votre attention !

Questions & Réponses

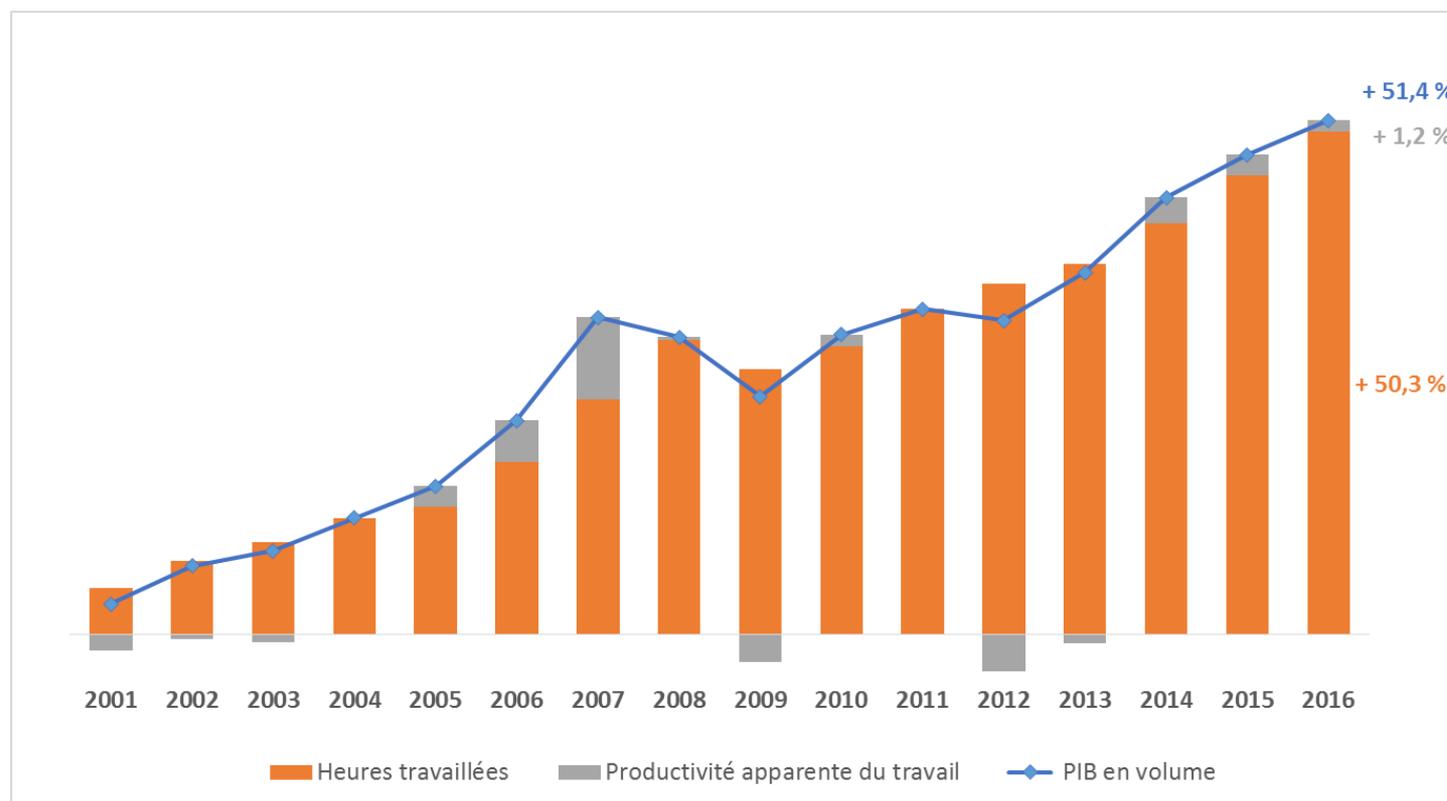
Pour toutes questions complémentaires : eco@cc.lu



ANNEXES

La croissance quantitative domine la croissance qualitative

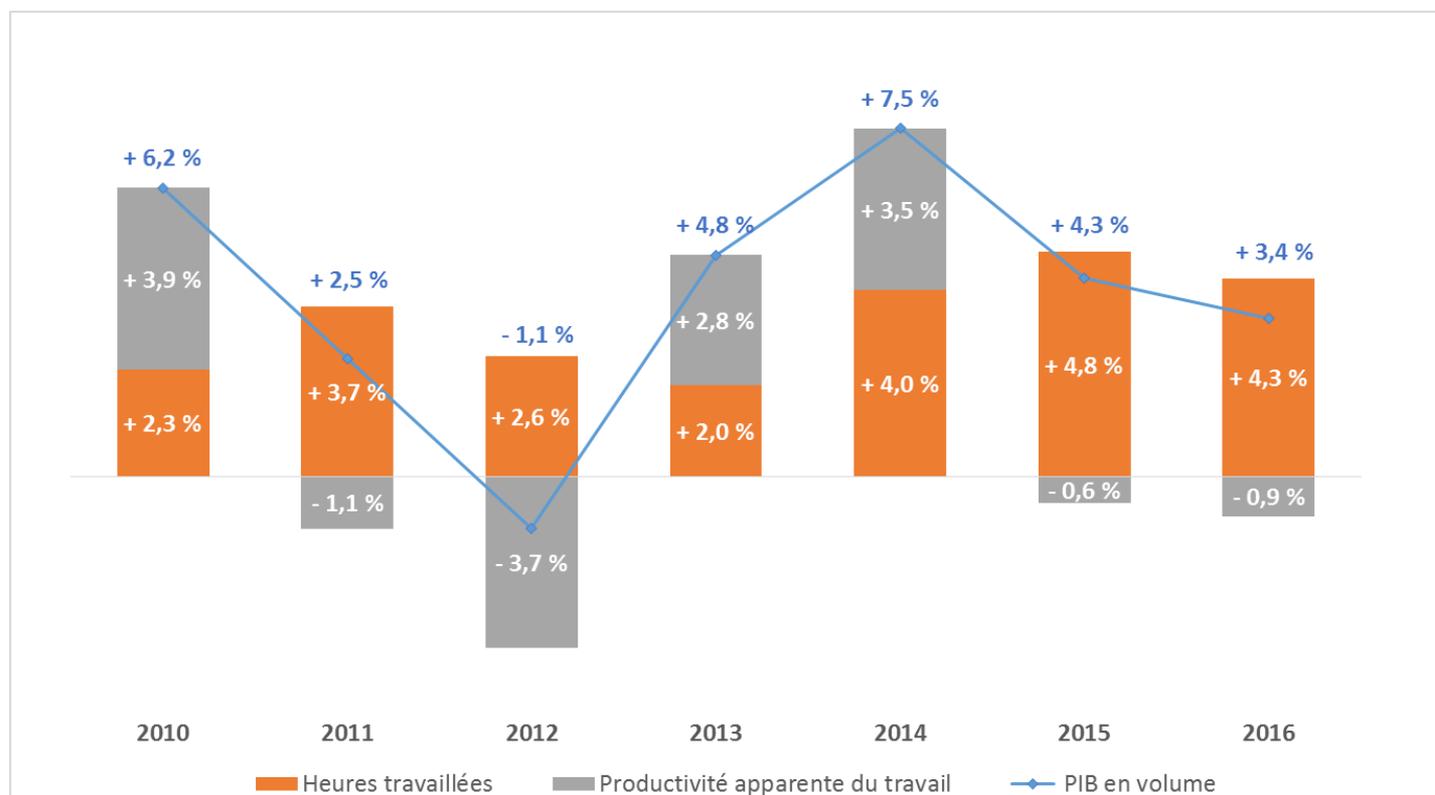
Composition de la croissance totale du PIB de 2000 à 2016 (base 100 en 2000)



Source: Comptes nationaux, STATEC.

Un état des lieux avant d'entamer 2018

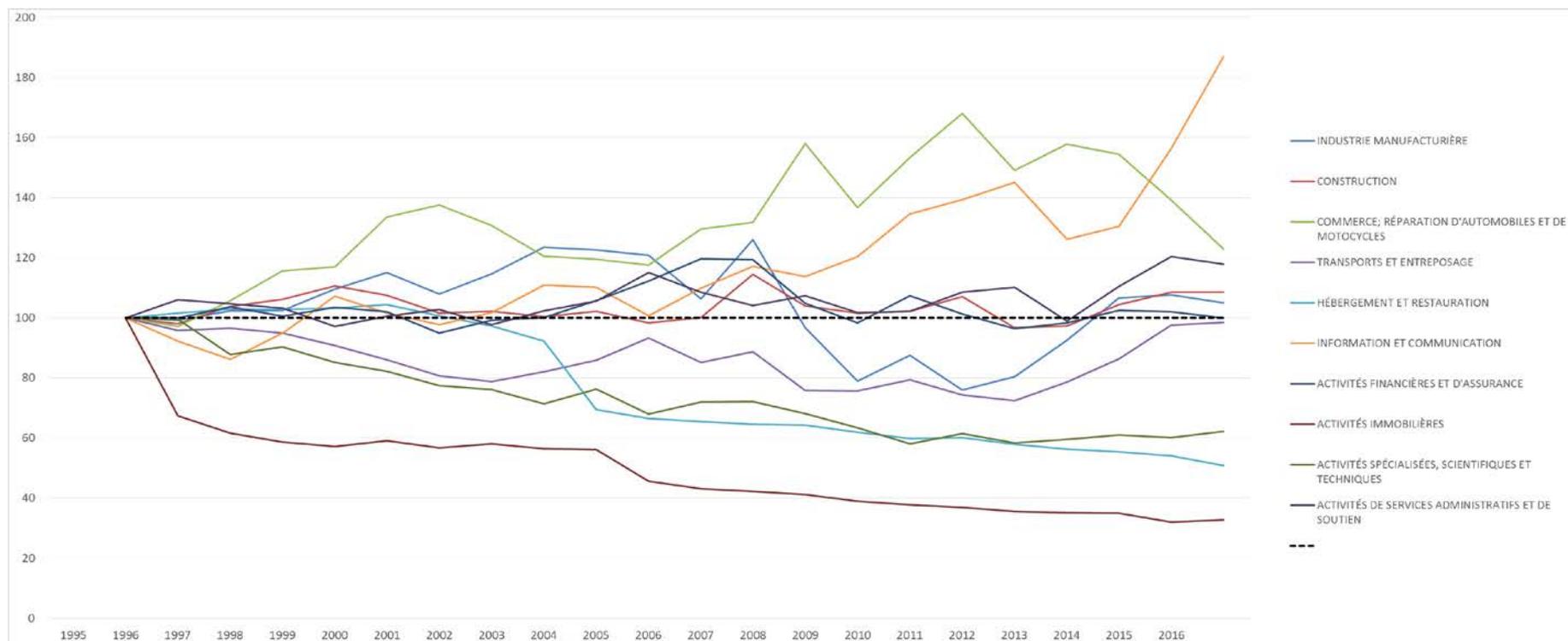
Composition de la croissance annuelle du PIB entre 2010 et 2016



Source: Comptes nationaux, STATEC.

Le Luxembourg en quête du Graal : la croissance qualitative

Evolution de la productivité apparente du travail - 1995 = 100



Source: STATEC, Comptabilité nationale.

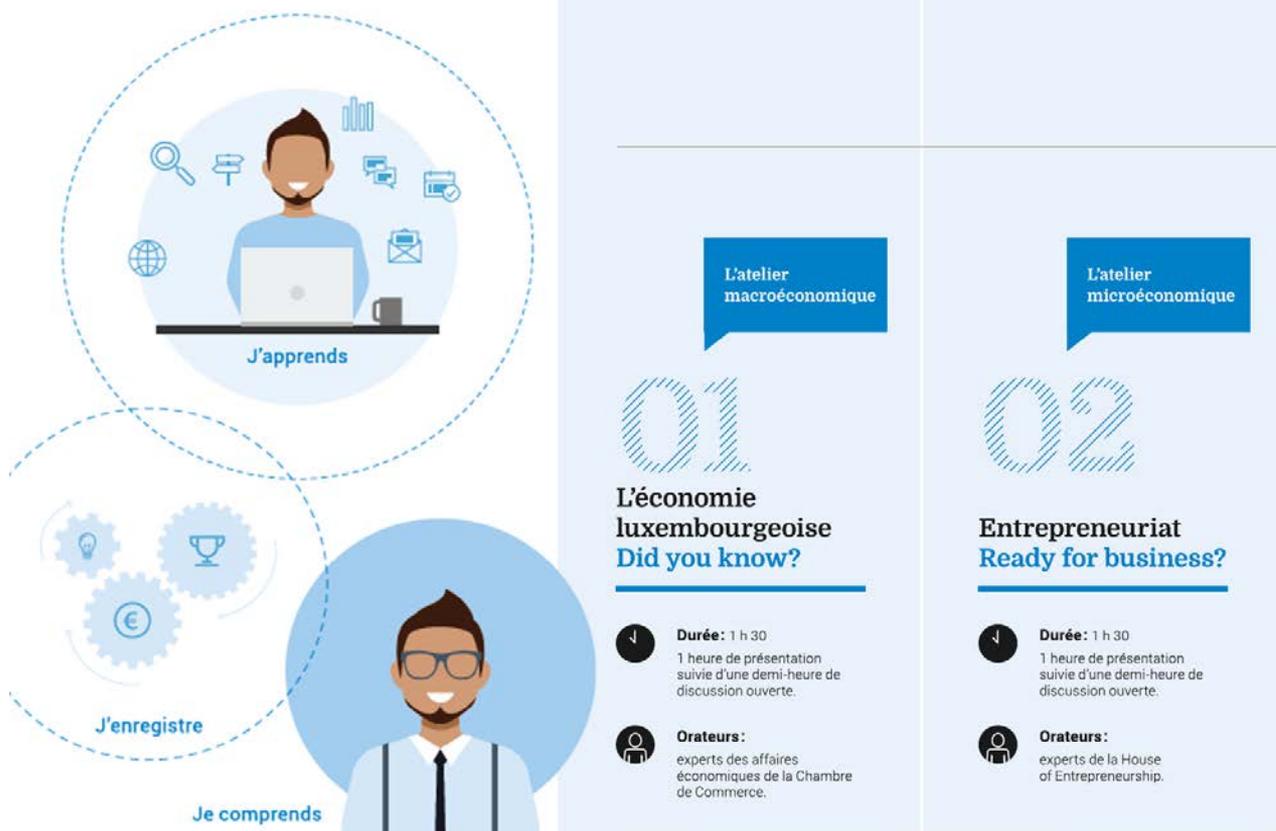
Le Luxembourg en quête du Graal : la croissance qualitative



Les propositions de la Chambre de Commerce pour relever durablement la productivité

- Politique volontariste en faveur d'une croissance plus qualitative et d'une économie innovante et entrepreneuriale
- Efficacité de toutes les ressources : foncières (aménagement du territoire), matérielles, physiques, naturelles, énergétiques, humaines, etc.

Un objectif, sensibiliser les élèves aux questions économiques et à l'entrepreneuriat



Des ateliers économiques :

Les experts de la Chambre de Commerce au lycée

Les Teachers meet Businesses : Des enseignants de l'enseignement secondaire à la découverte du tissu économique

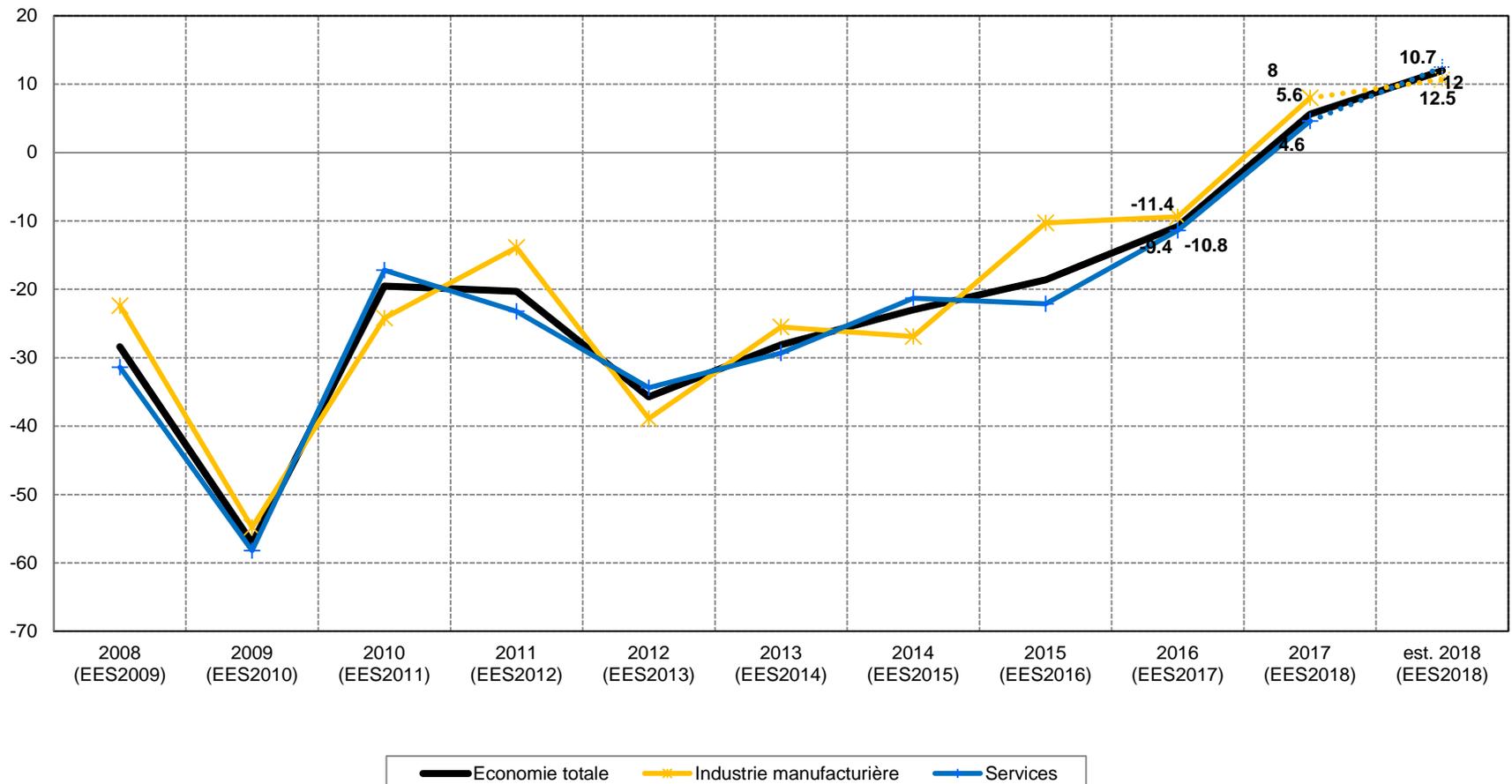
En 2017

Lycée Technique Ettelbruck
l'ECG

Ecole de la deuxième chance
Lycée technique de Lallange

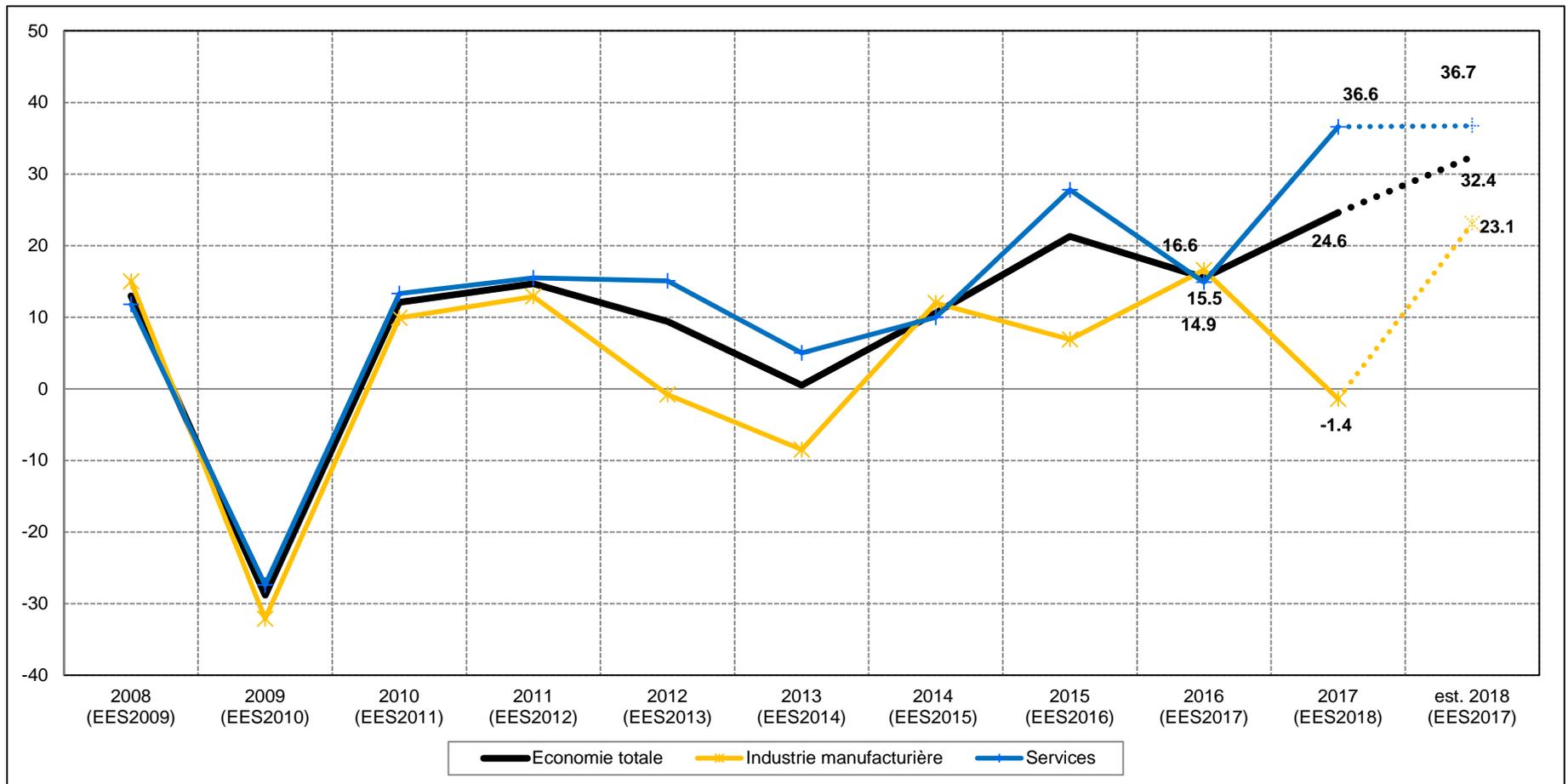
...

L'optimisme en terme de climat des affaires se confirme



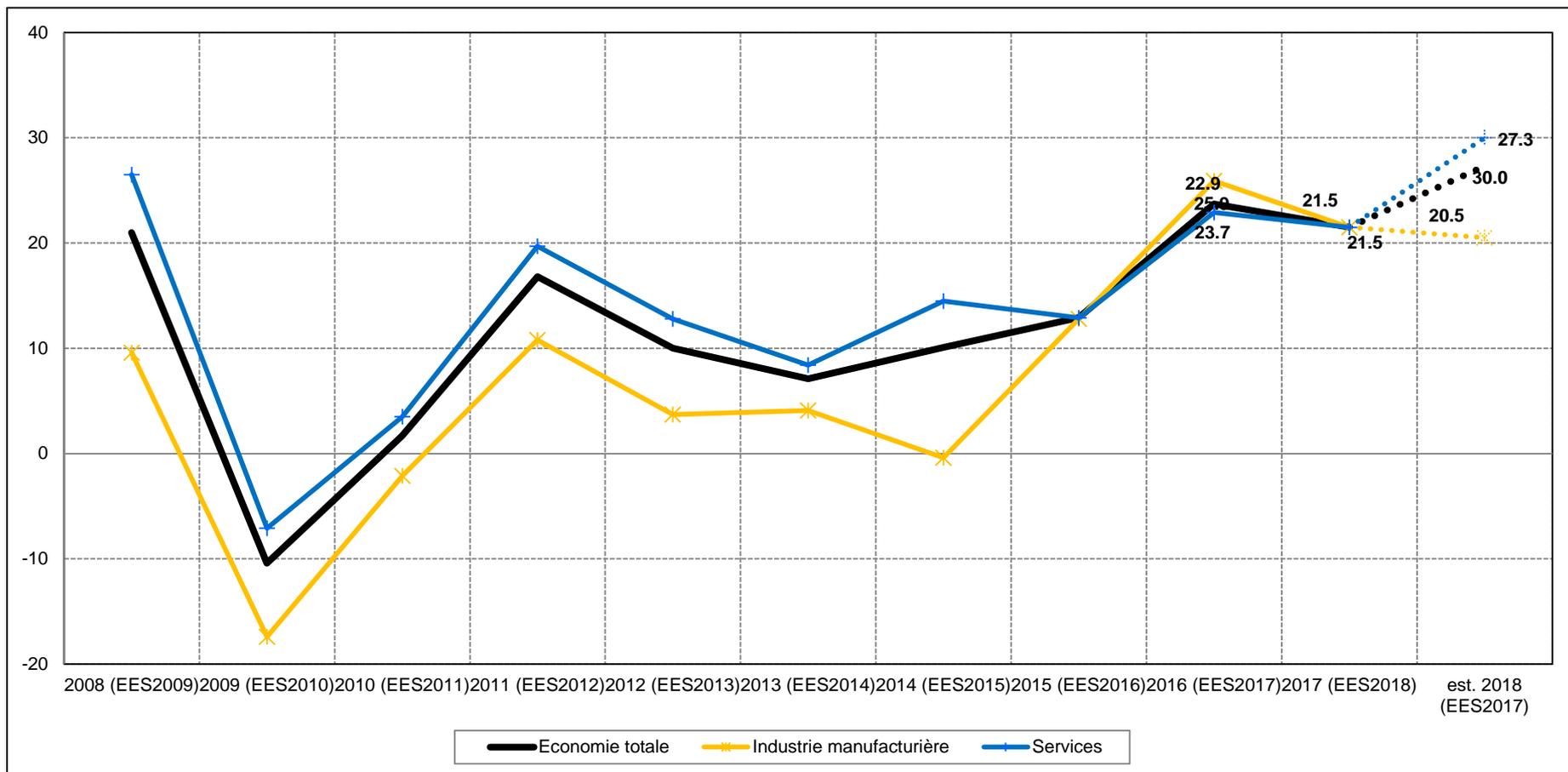
Source : EES 2018

Un chiffre d'affaires à l'exportation qui fluctue en réponse à la volatilité des marchés internationaux ?



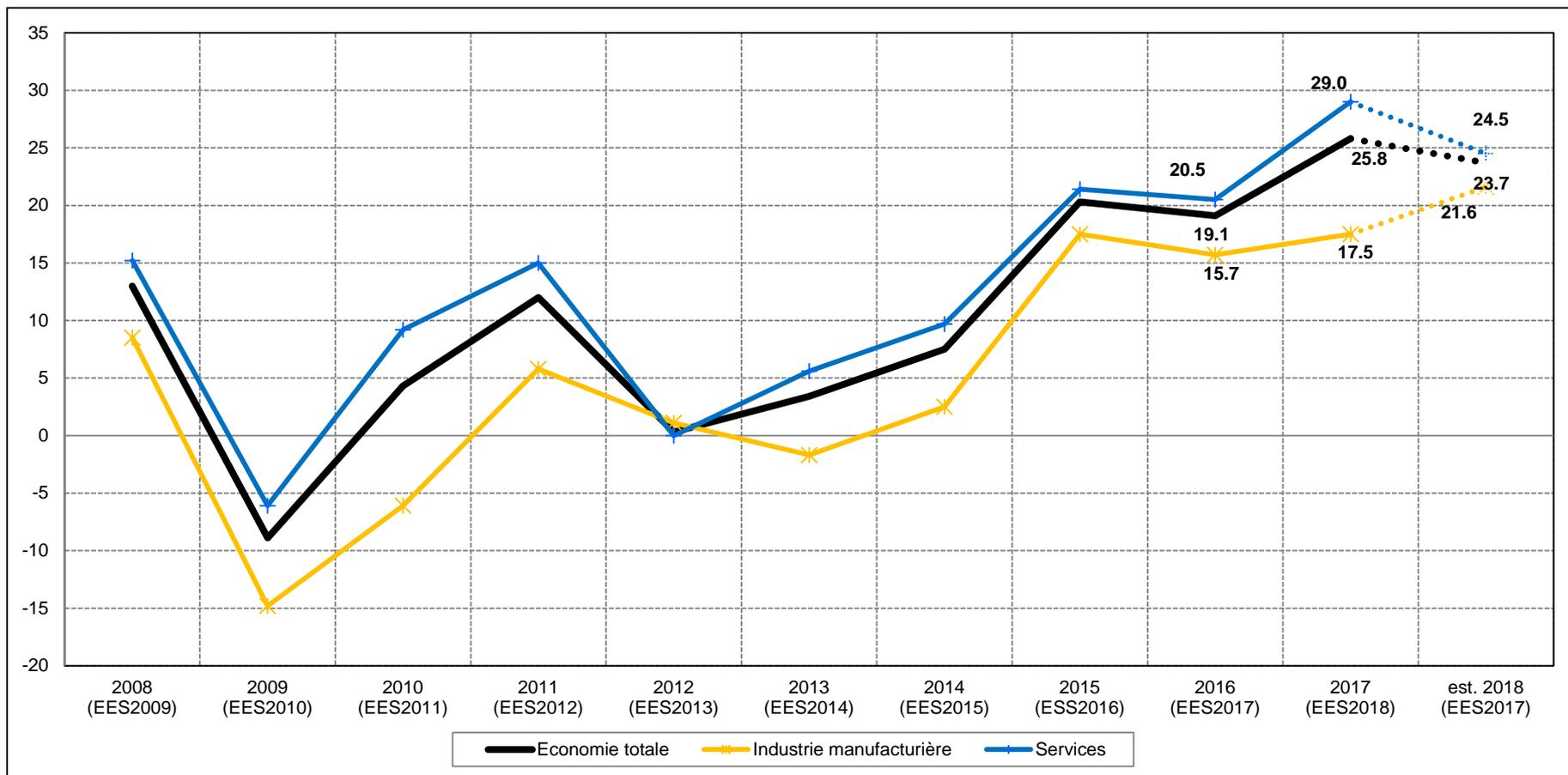
Source : EES 2018

Un très léger ralentissement de l'emploi généralisé en 2017



Source : EES 2018

Des investissements sur la pente ascendante



Source : EES 2018

Aspect Economie : 7^{ème} place

		Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
A1	Dette publique (en % du PIB)	↑	20,0	2 / 28	83,5	68,3	105,9	96,0	Estonie : 9,5	Grèce : 179
A2	Solde public (en % du PIB)	↑	1,6	1 / 28	-1,7	0,8	-2,6	-3,4	Luxembourg : 1,6	Espagne : -4,5
A3	Solde de la balance courante, en % du PIB (moyenne sur 3 ans) ^{II}	↑	5,0	20 / 28	2,0	8,1	-0,2	-0,7	Bulgarie : 1,4	Danemark : 8,7
A4	Part de marché des exportations mondiales (variation en % sur 5 ans)	↑	24,8	2 / 28	4,5	3,3	-1,8	-2,1	Irlande : 55,1	Grèce : -18,7
A5	Positions extérieures nettes (en % du PIB)	↓	23,2	7 / 28	-30,7	54,4	49,5	-15,8	Pays-Bas : 75,9	Irlande : -185,3
A6	Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation en % sur 3 ans)	↑	-1,4	16 / 28	-1,7	-2,0	0,0	-3,0	Suède : -8,8	Lettonie : 5,3
A7	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans en %)	↑	4,6	3 / 28	1,9	1,7	1,4	1,1	Irlande : 13,3	Grèce : 0,1
A8	Taux d'inflation (en %) ^{PI}	↑	0,3	2 / 28	0,3	0,4	1,8	0,3	France : 0,3	Bulgarie : -1,3
A9	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (jours)	→	16,5	24 / 28	10,4	10,5	4,0	3,5	Danemark : 3	Pologne : 37
A10	Rendements des obligations d'État à long terme	↑	0,3	2 / 27	1,1	0,1	0,5	0,5	Allemagne : 0,1	Grèce : 8,4
A11	Capital réglementaire sur actifs pondérés du risque	↓	21,7	7 / 28	18,3	18,3	18,7	17,1	Estonie : 28	Irlande : 0,2
A12	Disponibilité des ressources financières pour entrepreneurs	↓	2,3	23 / 27	2,7	2,9	3,2	2,7	Pays-Bas : 3,3	Roumanie : 2
A13	Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans (en %)	↓	70,7	13 / 28	71,1	78,7	67,7	70,0	Suède : 81,2	Grèce : 56,2
A14	Taux de chômage (en %)	↑	6,3	11 / 28	8,5	4,1	7,8	10,1	Rép. tchèque : 4	Grèce : 23,6
A15	Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (en %)	↑	122,7 %	9 / 28	71,7 %	77,5 %	-9,4 %	35,5 %	Lettonie : 465 %	Danemark : -26 %
A16	Productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans, en %)	↓	1,6	10 / 28	0,9	0,7	1,1	1,8	Irlande : 10,3	Hongrie : -0,3
A17	CSU nominal (variation en % sur 3 ans)	↑	-1,2	5 / 28	1,9	5,4	-0,7	1,4	Irlande : -19,9	Lettonie : 15,9
A18	Taux d'imposition des sociétés (en %)	→	29 %	23 / 28	22 %	30 %	34 %	33 %	Bulgarie : 10 %	Malte : 35 %
A19	Rentabilité des sociétés non financières (en %)	↑	5,9	28 / 28	10,1	9,5	8,5	6,3	Irlande : 15,2	Luxembourg : 5,9
A20	PIB / heure travaillée (US=100 %)	↑	139 %	1 / 28	71 %	97 %	102 %	98 %	Luxembourg : 139 %	Bulgarie : 37 %

Source : EES 2018

Aspect Social : 1^{ère} place

		Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
B1	Taux de chômage de longue durée (en %)	↓	2,2	9 / 28	4,0	1,7	4,0	4,3	Suède : 1,3	Grèce : 17
B2	Taux de risque de pauvreté au travail (en %)	↓	11,9	25 / 28	9,5	9,6	4,7	7,5	Finlande : 3,1	Roumanie : 18,6
B3	Proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée (en %)	↑	7,4	10 / 28	11,2	10,1	7,4	13,3	Roumanie : 1	Pologne : 21,6
B4	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET) (en %)	↑	5,4	2 / 28	11,5	6,6	9,9	11,9	Pays-Bas : 4,6	Italie : 19,9
B5	Emploi à temps partiel involontaire (en %)	↑	11,7	5 / 28	28,5	12,1	8,8	44,4	Belgique : 8,8	Grèce : 72,3
B6	Salariés ayant de longues heures involontaires	→	35,0	24 / 28	30,0	30,0	28,0	32,0	Lituanie : 16	Suède : 52
B7	Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente (en %)	↑	3,0	2 / 28	1,2	1,2	1,3	0,6	Malte : 3,5	Roumanie : -0,9
B8	Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation	↑	5,5	5 / 28	10,7	10,2	8,8	8,8	Croatie : 2,8	Malte : 19,6
B9	Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge de 30-34 ans	↑	54,6	2 / 28	39,1	33,2	45,6	43,6	Lituanie : 58,7	Roumanie : 25,6
B10	Taux de redoublement (en %)	↑	30,9	25 / 28	12,0	18,1	34,0	22,1	Croatie : 1,6	Belgique : 34
B11	Revenu médian (variation en % par rapport à l'année précédente)	↓	2,8	13 / 28	2,0	4,7	3,0	1,0	Estonie : 9,3	Suède : -5,5
B12	Revenu médian en standard de pouvoir d'achat (SPA)	↓	29285	1 / 28	15016	20365	20820	19885	Luxembourg : 29285	Roumanie : 4720
B13	Écarts de salaires hommes - femmes	↓	5,5	1 / 28	16,3	22,0	6,5	15,8	Italie et Luxembourg : 5,5	Estonie : 26,9
B14	Évolution des salaires dans l'économie (CSU réel), variation en % sur 3 ans	↑	-1,0	23 / 28	-0,5	0,0	-1,2	-0,1	Lettonie : 4,1	Irlande : -7,3
B15	Dettes des ménages (consolidées)	↓	58,1	18 / 27	53,9	53,0	58,7	55,7	Roumanie : 16,8	Chypre : 127,7
B16	Richesse nette par ménage (en milliers euro)	↑	768	1 / 20	218	214	330	243	Luxembourg : 768,4	Lettonie : 40
B17	Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (en %)	↓	16,5	15 / 28	17,3	16,7	15,5	13,6	République tchèque : 9,7	Roumanie : 25,3
B18	Taux de privation matérielle grave (en %)	→	2,0	2 / 28	7,8	3,9	5,5	4,4	Suède : 0,7	Bulgarie : 31,9
B19	Indice de Gini des inégalités de revenu	↓	31	17 / 28	31,0	30,1	26,3	29,2	Slovaquie : 23,7	Bulgarie : 38,3
B20	Efficacité des transferts sociaux (différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux)	↑	29,4	8 / 28	27,4	27,2	28,7	30,7	Hongrie : 33,1	Estonie : 18,1

Source : EES 2018

Aspect Environnement : 9^{ème} place

		Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
C1	Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB)	↑	89,1	3 / 28	120,4	112,6	141,3	120,5	Irlande : 62	Bulgarie : 448,5
C2	Part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages	↓	34,1	26 / 28	12,6	22,0	33,1	17,0	Stovaquie : 0,2	Irlande : 38,2
C3	Productivité de l'énergie	↑	11,2	3 / 28	8,3	8,9	7,1	8,3	Irlande : 16,1	Bulgarie : 2,2
C4	Productivité des ressources	↑	3,6	2 / 28	2,2	2,2	2,6	2,7	Italie : 4	Bulgarie : 0,6
C5	Consommation intérieure de matières (en tonnes par tête) (Raw material consumption - RMC)	↓	21,9	23 / 28	13,2	16,1	12,9	11,3	Italie : 6,9	Finlande : 30,5
C6	Part des énergies renouvelables (en % par rapport à l'objectif national 2020)	↑	45,5	27 / 28	83,5	81,1	60,8	66,1	Croatie : 145	Pays-Bas : 41,4
C7	Intensité des émissions de gaz à effet de serre	↑	96,6	24 / 28	89,1	95,5	89,2	82,2	Finlande : 74,2	Bulgarie : 112
C8	Production de déchets par tête	↑	12713	24 / 28	4931	4785	5838	4913	Croatie : 879	Bulgarie : 24872
C9	Taux de recyclage des déchets municipaux (en %)	↑	48,0	6 / 28	45,0	66,1	53,4	39,5	Allemagne : 66,1	Malte : 6,7
C10	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (en %)	↑	35,4	14 / 28	34,9	36,0	28,4	26,3	Bulgarie : 68,3	Malte : 11,5
C11	Urban population exposure to air pollution / Émissions-concentration Nox	↓	1545	5 / 25	3243	3074	2125	3573	Roumanie : 495	Grèce : 7201
C12	Air : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	↑	20,7	10 / 26	22,5	20,3	21,7	18,2	Finlande : 13,7	Bulgarie : 41,2
C13	Eau : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	↓	1,9	10 / 18	2,2	0,0	2,2	1,3	Slovénie : 1	Roumanie : 4
C14	Dépenses totales de protection environnementale (en % du PIB)	↑	1,3	4 / 28	0,8	0,6	0,7	1,1	Pays-Bas : 1,7	Chypre : 0,3
C15	Superficie terrestre protégée (en %)	→	27,0	6 / 28	18,0	15,0	13,0	13,0	Slovénie : 38	Danemark : 8
C16	Ecoinnovation Index	↑	139,0	2 / 28	100,0	140,0	81,0	99,0	Allemagne : 140	Bulgarie : 41
C17	Production des activités vertes (en % du PIB)	↓	3,5	17 / 19	5,2	5,5	8,0	4,0	Estonie : 11,9	Irlande : 1,2
C18	Nombre d'emplois verts (en % de l'emploi total)	↓	2,5	7 / 18	1,9	1,2	2,1	1,7	Estonie : 3,9	Irlande : 0,8
C19	Productivité matière non énergétique									
C20	Économie circulaire									

Source : EES 2018